

Section de Vendée

Déclaration des représentants des personnels au CTL du 9 janvier 2018

Monsieur le président,

Après le boycott de la première convocation au CTL suppression d'emplois, **Solidaires finances Publiques Vendée**, représentant les personnels, a souhaité venir à cette deuxième convocation pour exprimer l'inquiétude et la détresse des agents...mais les entendrez-vous M le Président ?

Rarement, voire jamais, un gouvernement n'avait exprimé un choix aussi clair entre "capital" et "travail".

La politique du gouvernement de destruction de nos conquêtes sociales ne s'arrête pas au secteur privé, elle attaque également de front la sphère publique. Et le plan d'action de M. Macron sur cette question a été donné avec la constitution du Comité "CAP 22" et l'annonce du plan "action publique 2022".

À la suite de cette phase de diagnostic alimentée par les trois volets d'Action publique 2022, des plans de transformation ministériels seront soumis et présentés, par chacun des ministres, en conseil des ministres d'ici l'été 2018.

La DGFIP est donc clairement sur la sellette et il y a bel et bien un changement de paradigme : fini les promesses de conservation de nos missions. CAP 22 c'est la fin des services publics sources de cohésion sociale, d'égalité entre les citoyens et de neutralité.

Vous allez sans doute nous dire que nous exagérons. Mais alors, que penser de l'appel d'offre lancé par la DGFIP pour l'assistance téléphonique des usagers sur le Prélèvement à la Source ? Outre que c'est une insulte au professionnalisme, à la technicité et à la conscience professionnelle des personnels de la DGFIP, c'est la preuve irréfutable de ce que **Solidaires Finances Publiques** dénonce depuis des années, des mois, des semaines : nos missions sont en danger et avec elles notre avenir professionnel et personnel.

La rigueur budgétaire confirmée ne s'arrête pas aux emplois, elle touche par ailleurs notre rémunération et nos règles de gestion.

Il faut bien sûr accompagner et faciliter la grande braderie de la DGFIP !!!

Et comme, si mettre à mal notre administration ne suffisait pas, il faut encore attaquer les agents au portefeuille et poursuivre les pertes sèches en termes de pouvoir d'achat. Plusieurs mesures iront dans ce sens telles le "Regel" du point d'indice, l'introduction du RIFSEEP malgré l'annonce de sa mise en œuvre reportée et l'augmentation de la CSG avec un système de compensation que les fonctionnaires vont autofinancer.

D'autre part, L'article 115 de la Loi de finances pour 2018 rétablit le jour de carence dans la Fonction Publique.

Solidaires Finances Publiques rappelle son opposition à cette nouvelle attaque au pouvoir d'achat des agents qui, par définition, ne choisissent pas de tomber malades...En corolaire,

nous dénonçons la nauséabonde intention qui accompagne ce rétablissement du jour de carence, visant à stigmatiser les agents en arrêt maladie, et conduisant à penser que réintroduire le jour de carence diminuerait le nombre d'arrêts maladie. Cela n'a jamais été prouvé. Enfin, il est cocasse de se rappeler qu'Emmanuel Macron expliquait lui-même alors qu'il était encore dans le gouvernement Valls, en réponse à M Karoutchi évoquant déjà à l'époque ce sujet, que les deux tiers (en fait plus) des salariés du privé sont couverts par des conventions collectives qui prennent en charge les jours de carence, et que pour Marylise Lebranchu, alors Ministre de la Fonction Publique, l'impact sur l'absentéisme n'était "pas démontré".

Enfin provocation ultime, Bruno Parent lance une attaque sans précédent contre les droits et garanties des personnels en matière d'affectation. Les propositions du DG sont explosives. Quant à ses tentatives d'explications, elles sont mensongères et pitoyables. Enfin, la méthode employée démontre qu'il ne souhaite pas bouger d'un iota ses orientations. Il veut tout simplement faire disparaître les règles de gestion qui protègent les personnels de l'arbitraire.

A tout cela, ajoutons le volet des suppressions d'emplois. 1600 emplois supprimés pour l'année 2018 à la DGFIP, après les 37 000 emplois perdus depuis 2002. Mais le plus inquiétant reste à venir puisque sur le site Ulysse, le directeur général avertit que l'année 2018 ne sera qu'une année de transition et que les "efforts" en la matière se renforceront dans les années suivantes avec une projection de suppressions de 4000 à 5000 emplois par an sur 5 ans.

En Vendée, 20 emplois seront supprimés en 2018, dont 9 C et 11 B.

Les représentants de **Solidaires Finances Publiques Vendée** dénoncent ces suppressions et l'impact de celles-ci sur le fonctionnement des services et sur les agents qui y travaillent. Les agents doivent dorénavant, avec des conditions de vie au travail dégradées, sans moyen, maintenir un semblant de Service Public dont se fiche complètement l'État. C'est pitoyable !

Concernant les sujets à l'ordre du jour nous ne comprenons pas que la limitation d'accès au parking de la Cité Travot ne soit pas évoquée (quid des agents de Jaurès, quid des stagiaires, quid des EDR, le volume de places alloué par administration a-t-il été vérifié...etc) et nous vous demandons de l'aborder en question diverse.

En ce qui concerne les ponts dits naturels outre le fait que vous ne vouliez pas, pour ne pas froisser Bercy, nous proposer les 7 dates "potentielles", nous vous rappelons que **Solidaires Finances Publiques** à toujours demandé le financement de ceux-ci par l'État et non par les agents. Dénonçant le principe établi par l'État "donne-moi ta montre, je te donnerai l'heure".

Transfert de la gestion des EPS de Côte de Lumière vers La Roche sur Yon.
Que va devenir la mission et quel sera son impact sur le service de La Roche Sur Yon si les agents ne suivent pas ?

Sélection des indicateurs complémentaires au Tableau de Bord de Veille Sociale.
Solidaires Finances Publiques demande le retour du tableau de bord tel que prévu en 2013 et tel qu'il avait été appliqué depuis lors. Cette proposition de tableau est tellement réduite à sa portion congrue qu'elle n'est même plus opposable à l'administration. Cela montre l'intérêt porté aux personnels et à leurs représentants.

Monsieur le Président, avec ce CTL qui entérine des suppressions d'emplois, l'année 2018 se présente sous de sinistres auspices. Le projet d'État du Président de la République et de son Premier Ministre, même s'ils l'assument, ne nous promet rien de bon.
C'est à vous de faire en sorte que l'humain reste au cœur des préoccupations de la DDFiP de Vendée. Solidaires Finances Publiques saura y veiller.